POINTS FORTS

SOCIALISTES
N°54 SEPTEMBRE 2012
MENSUEL DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS

SOMMAIRE

POINT CH
p. 2 Conférence des femmes socialistes suisses
p. 3 Congrès du PSS

POINT D'ORGUE
p. 4-5 Lutter pour l'emploi, changer le monde du travail : mode d'emploi

POINT VD
p. 6 OSEO VAUD

POINT COMMUN
p. 7 Avenches : une cité qui innove

POINT D'EXCLAMATION
p. 8 Moi, membre du comité directeur, ... *

EDITORIAL

TRAVAIL DÉCENT : À L'OFFENSIVE !

Jean Christophe Schwaab
conseiller national, Bourg-en-Lavaux

Depuis sa naissance, le PS se bat aux côtés des salarié-e-s pour le travail décent. Après 30 ans d'une offensive néolibérale qui considère les droits des travailleurs-euses comme un facteur de coût entravant la sacro-sainte liberté économique, cette lutte est plus nécessaire que jamais. Bien des événements récents montrent que les droits des travailleurs-euses sont menacés au quotidien, mais aussi que se mobiliser pour les défendre paie.

Nous devons donc mener l'offensive pour que le travail ne soit pas précaire : contre le travail sur appel, contre la multiplication du travail temporaire ou de la fausse indépendance.

Nous devons mener l'offensive pour que le travail soit rémunéré à sa juste valeur : pour un salaire minimum dans toutes les branches, pour l'égalité salariale entre femmes et hommes.

Nous devons mener l'offensive contre la sous-enchère salariale, pour la responsabilité solidaire, contre les faillites à répétition.

Nous devons mener l'offensive pour renforcer les syndicats et la négociation collective, pour renforcer les CCT et interdire les licenciements de représentants du personnel.

Nous devons mener l'offensive pour que le travail ne rende pas malade : pour diminuer et contrôler le temps de travail et pour éviter que les salariés ne soient en permanence à disposition.

Nous devons mener l'offensive pour que les profits des actionnaires n'aient pas systématiquement la priorité sur l'emploi en améliorant la protection contre les licenciements collectifs, en instaurant l'obligation de négocier des plans sociaux et en donnant à l'Etat les moyens d'empêcher les comportements prédateurs.

Cette offensive ne doit pas se limiter aux frontières nationales. Pays hôte de l'Organisation internationale du travail, la Suisse doit s'engager pour renforcer ses normes de protection des travailleurs et cesser de les considérer comme des obstacles au libre-échange commercial.

Le travail décent est au cœur de notre projet de société. Nous avons du pain sur la planche !

JAB
1000 Lausanne 1

Sylvie Progin
présidente de la ComEg Yverdon-les-Bains

LES FEMMES CHANTENT D'UNE SEULE VOIX

La Conférence des femmes socialistes suisses s'est tenue à Lausanne le 18 août 2012. Dans une magnifique ambiance, elle a élu Yvonne Feri nouvelle co-présidente des femmes socialistes suisses. Le poste de la partie latine reste vacant.

Les femmes socialistes suisses se sont réunies à Lausanne le 18 août, dans la « salle du 1er février 1959 », cette salle de l'égalité dans laquelle le 14 juin dernier les drapeaux des 26 cantons suisses et de l'armée ont laissé la place aux 14 portraits des personnalités vaudoises pionnières de l'égalité.

Cette journée était l'occasion idéale pour la Commission Egalité de féliciter nos trois conseiller-ères d'Etat pour leur élection et de fêter la nouvelle majorité féminine au gouvernement en revisitant l'hymne vaudois.

Après les interventions, elles sans fausses notes, de Pierre-Yves Maillard, d'Anne-Catherine Lyon et de Nuria Gorrite, l'ordre du jour a laissé la place à un exposé d'Ulrike Knobloch, maître-assistante spécialisée en question de genre au département des sciences sociales de l'Université de Fribourg, traitant de l'égalité entre le travail de « care » et le travail rémunéré. Nous ne tenterons par ici de traduire l'expression « travail de care », d'autres s'y sont essayées malheureusement sans succès. Toujours est-il qu'à la suite de cet excellent exposé, la Conférence des femmes socialistes a adopté une résolution pour que les acteurs économiques tiennent compte de ce type de travail non rémunéré, qui produit pourtant du bien-être et de la qualité de vie. Cette résolution demande en particulier que les stratégies de croissance ne se construisent pas sur des inégalités et des discriminations, et que le travail non rémunéré, accompli le plus souvent par les femmes, ne serve pas à l'Etat pour faire des économies.

L'assemblée a ensuite chaleureusement remercié Julia Gerber Ruëgg, co-présidence sortante, et élu dans la foulée Yvonne Feri, conseillère nationale argovienne, pour reprendre le flambeau de la partie alémanique. Maria Roth-Bernasconi ayant également démissionné en début d'année, le poste de co-présidence de la partie latine reste vacant car aucune candidate ne s'est encore déclarée. Heureusement, la Conférence a pris la sage décision de nous laisser quelques mois de plus pour proposer la candidature d'une femme des cantons romands ou tessinois, si possible élue au Conseil national et maîtrisant l'allemand ! Ces points sont en effet très importants si la Conférence des Femmes socialistes suisses veut avoir de la visibilité tant dans le champ politique qu'auprès de la presse et du public. NB : la perle apparemment rare est à trouver jusqu'au 3 novembre... D'autres postes étaient encore à repourvoir dans les instances et la ComEg peut féliciter ici Mariela Muri, élue comme déléguée à la Conférence de coordination et à l'Assemblée des délégué-e-s du PS suisse, et Ana-Rita Cucchia-Zambon, également comme déléguée des Femmes socialistes au PSS.

Enfin, les Femmes socialistes ont soutenu les candidatures de Barbara Gysi, SG, et Géraldine Savary, VD, à la vice-présidence du Parti socialiste suisse et ont promis de faire de leur élection un renforcement de l'égalité au sein de la présidence.

Et comme il se doit, la Conférence s'est terminée dans une bonne humeur qui nous a permis de prolonger longuement les échanges linguistiques.

Hymne vaudois revisité

Vaudoises ! Un nouveau jour se lève
Qui donne foi en notre destin
L'égalité n'est plus un rêve
Les droits des femmes sont en chemin
Mais ne stoppons pas nos efforts
On n'est pas encore arrivée
Osons crier haut et fort
Nous voulons la parité
Que nos espoirs soient entendus
L'égalité, la parité, la paix !
Que dans nos chères entreprises
Cet heureux refrain soit chanté
Que nos carrières soient admises
En tenant compte de nos bébés
Dans les arcanes et les méandres
Du pouvoir dont nous sommes exclues
Que la claire voix de nos élues
A nos patrons se fassent entendre
Que nos espoirs soient entendus
L'égalité, la parité, la paix !
Voyez nos chères têtes blondes
Ces crèches et ces garderies
Pas assez de places à la ronde
Pourtant pour tous les accueillir
Des volontés pourtant affirmées
Sur les finances se sont brisées
A notre Etat à nos communes
D'agir contre notre infortune.
Que nos espoirs soient entendus
L'égalité, la parité, la paix !

Gaétan Nanchen
secrétaire politique
Lausanne

CONGRÈS DE LUGANO : GÉRALDINE SAVARY MIGRE À LA VICE-PRÉSIDENCE DU PSS

Le week-end des 8-9 septembre 2012 s'est tenu le congrès du PS Suisse à Lugano. Les objectifs de ce congrès étaient l'élection à la vice-présidence du PSS et le vote sur le papier migration. Le PSV venait à Lugano avec de l'ambition : une candidature forte et solide pour la vice-présidence, celle de Géraldine Savary, et des propositions centrales et cruciales sur le papier migration.

Le Congrès n'a pourtant pas débuté de la meilleure manière pour nous. En effet, le PSV souhaitait modifier l'ordre du jour et traiter du financement du PS par les banques à Lugano après les discussions sur le papier migration. Or la direction du PSS désirait, elle, déléguer cette décision importante à une Assemblée des délégué-e-s, organe moins représentatif de la base du parti. La modification de l'ordre du jour, défendue par notre camarade Mathias Reynard, conseiller national valaisan, a malheureusement échoué d'une trentaine de voix. Toutefois, nous ne baisserons pas les bras devant une question aussi importante et nous allons demander la tenue d'un congrès extraordinaire pour prendre une décision définitive. Mais ce refus fut rapidement mis de côté par l'élection de Géraldine Savary à la vice-présidence du PSS. Elle a obtenu une large majorité et a devancé Carlo Sommaruga, le conseiller national genevois. Il faut dire que Géraldine avait mis les atouts de son côté. Présentée par Pierre-Yves Maillard et par Silvia Schenker, conseillère nationale bâloise, elle a milité, dans trois langues nationales, avec ferveur, pour la défense de la solidarité en mettant en avant que le parti socialiste était le seul à avoir suffisamment de courage pour changer la société. Elle s'est engagée à suivre la voie tracée par d'illustres prédécesseuses, Christiane Brunner, Yvette Jaggi ou encore Micheline Calmy-Rey. Finalement, elle a annoncé ses priorités : transports, formation et défense des salarié-e-s. Le PSV est très heureux aujourd'hui de pouvoir faire profiter au PS Suisse de l'expérience et des compétences de sa tête de liste des élections fédérales. Bravo encore à Géraldine qui a maintenant un immense chantier devant elle ! A noter que la présidence du PS Suisse est désormais à majorité féminine (4-3) puisque le siège alémanique vacant a été conquis par la conseillère nationale saint-galloise Barbara Gysi.

Le papier migration a posé beaucoup de problèmes au PSV. Lors de la 1ère version présentée en avril, il était inconcevable pour nous d'entrer en matière sur un tel document, qui ne prenait la migration que sous un regard utilitariste et ultra cynique. Les délégué-e-s cantonaux se sont fortement impliqué-e-s et ont obtenu de nombreuses améliorations qui rendait ce papier acceptable. Notre président Jean-Michel Favez a donc présenté la position du parti vaudois : une entrée en matière critique, notamment sur les effets d'annonce ainsi que sur le manque de rigueur d'analyse sur le volet de la politique d'asile. Restait encore quelques amendements cruciaux à gagner. Ce fut chose faite sur l'abolition du régime d'aide d'urgence, l'intégration plus rapide des migrant-e-s sur le marché du travail, une adhésion au régime du droit du sol pour l'acquisition de la nationalité et un rejet de principe des renvois forcés.

Le dernier sujet à l'ordre du jour fut la version courte du programme de Lausanne. A nouveau, la version proposée par le comité directeur du PS Suisse ne convenait pas au parti socialiste vaudois. Nous avons fait de nombreux amendements qui ont amélioré de manière substantielle la version originale. Toutefois, à la surprise générale, c'est l'amendement de Willy Spieler, qui proposait une version totalement remaniée, qui a été acceptée par le Congrès. Malgré le déficit démocratique d'un tel texte qu'on était forcé d'accepter de toute pièce sans modification possible, il correspond bien au programme de Lausanne.

Une Vaudoise à la vice-présidence du PSS, des victoires importantes sur le papier migration, un résumé du programme de Lausanne qui respecte ses valeurs, bref un week-end ensoleillé pour le PSV.

Romain Felli
président de la commission formation
Lausanne

UN SÉMINAIRE D'ÉTÉ LABORIEUX

Le séminaire d'été du PSV s'est penché sur le monde du travail et les luttes syndicales. Si la situation sur le front de l'emploi et des conditions de travail demeure difficile, les travailleuses et travailleurs ne restent pas inactifs. Mobilisations, ripostes et luttes pour la défense de l'emploi se développent. Au parti socialiste d'appuyer ces mouvements.

Une trentaine de militant-e-s du PSV se sont réunis le samedi 25 août pour le traditionnel séminaire d'été de notre parti, organisé par la commission de formation. Alors que les effets de la crise économique continuent de se faire sentir, il fallait consacrer cette formation à la situation économique et aux ripostes à y apporter.

La précarité du travail s'est étendue ces dix dernières années, comme l'a montré Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'UNIA Genève. Un emploi stable, bien rémunéré et avec des conditions de travail agréables n'est plus qu'un rêve pour beaucoup. La flexibilisation des horaires, des conditions d'emploi et de travail profite au patronat qui peut raboter sur les salaires et faire pression sur les employé-e-s afin d'augmenter leur productivité.

De plus, les travailleurs sont également mis en concurrence. Alexandre Martins, du syndicat UNIA, spécialisé dans la construction, a rapporté la manière dont sont opposés les travailleurs migrants dans ce secteur : entre migrants légaux et illégaux (sans-papiers), entre immigrés anciennement installés et nouveaux venus. La libre-circulation des personnes, lorsqu'elle n'est pas contrôlée, accroît la pression sur les salaires et dégrade les conditions de travail. Les conventions collectives ne sont pas respectées par le patronat. Malheureusement, les mesures d'accompagnement à la libre-circulation sont inefficaces. Or la dégradation des conditions de travail des plus vulnérables ne concerne pas qu'eux ! Elle a des conséquences pour toute l'échelle des salaires.

Quant au droit du travail, s'il n'est pas inexistant en Suisse comme on a trop souvent tendance à le croire, il est la cible d'attaques concertées de la droite au Parlement. Notre camarade Jean Christophe Schwaab a dénoncé la tactique du salami (« gobé d'un coup, il est immangeable, mais en petite tranche il apparaît délicieux ») employée par les relais du patronat afin de démanteler les protections liées à la durée du travail, en autorisant par exemple des ouvertures tardives de magasin dans certains secteurs seulement.

Réponses syndicales

Mais les travailleurs ne se laissent pas faire. Ils s'organisent, y compris dans des secteurs réputés difficiles. Dans la santé, ce sont les femmes qui occupent l'essentiel des emplois mal payés qui pourtant sont essentiels. Ainsi qu'en a témoigné Beatriz Rosende, secrétaire centrale du syndicat des services publics (SSP-VPOD), des luttes ont été menées ces dernières années en Suisse romande, qui ont permis de revaloriser, financièrement et symboliquement, certaines de ces professions.

C'est avec une certaine émotion, que les participant-e-s au séminaire ont entendu deux employées de la firme Merck-Serono témoigner de leur expérience du licenciement collectif opéré par la multinationale à Genève. Même dans un secteur aussi prestigieux que les biotechs, et avec une entreprise florissante, les salarié-e-s ne sont pas à l'abri des décisions du management qui visent à accroître le taux de profit de l'entreprise au détriment de l'emploi et des salaires. Grâce à l'appui d'UNIA, les employé-e-s de Merck-Serono ont entrepris de riposter et d'organiser une grève : une tâche qui semblait impossible dans une entreprise très peu syndicalisée. Bien que le futur du site genevois et des employé-e-s soit encore incertain, l'expérience de la lutte est acquise, et elle donne un exemple pour celles et ceux qui veulent avoir la dignité de se battre plutôt que de subir les attaques du patronat.

La lutte contre Merck-Serono faisait écho à une autre bataille, menée sur le canton de Vaud cette fois-ci, autour de la fermeture programmée d'un site de production de Novartis. Alessandro Pelizzari, pour UNIA Genève, et Yves Defferrard pour UNIA Vaud, ont comparé les situations et les stratégies face à ces deux licenciements collectifs. Si les emplois ont pu être sauvés dans le Canton de Vaud, c'est grâce à la forte mobilisation des salarié-e-s, mais aussi grâce à l'implication de toute une communauté. Le Conseil d'Etat lui-même a fait pression par divers moyens, comme l'a rapporté notre camarade Pierre-Yves Maillard.

Néanmoins, au-delà des concessions qui ont été faites à Novartis pour sauver les emplois, il importe de se demander quelle stratégie politique peut-être défendue par le PS à plus long terme. Pour Pierre-Yves Maillard, le retour de la propriété des capitaux en mains suisses serait une bonne chose, car il serait plus facile de faire pression sur des actionnaires qui habitent en Suisse plutôt qu'à l'étranger.

Les participant-e-s semblaient acquis à l'idée qu'il est grand temps de réfléchir à la possibilité pour l'Etat de mener une politique industrielle. Voilà un exemple possible de la démocratisation de l'économie demandée par le nouveau programme du PSS. Au travail !

POINT D'ORGUE

LUTTER POUR L'EMPLOI, CHANGER LE MONDE DU TRAVAIL : MODE D'EMPLOI

Pietro Carobbio
responsable du secteur construction
UNIA Vaud

CHANTIER SYNDICAL : RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE

Pietro Carobbio, responsable du secteur construction à UNIA Vaud, revient sur l'actualité syndicale dans le secteur de la construction.

Une année après la grande mobilisation syndicale de la construction, où en est-on ?
Il y a 1 an, les syndicats ont mobilisé les salarié-e-s de la construction puisque la convention collective de travail (CCT) approchait de son terme et que les négociations étaient très tendues. Pendant 4 mois, il y a eu un vide conventionnel. Finalement un accord a été trouvé, mais pas sur tout. Certains aspects restent en suspens et la lutte continue. Les revendications syndicales portent principalement sur le travail en cas d'intempéries et sur la question de la sous-traitance alors que le patronat souhaite pouvoir baisser plus aisément les salaires des travailleurs moins productifs (âge, capacités physiques diminuées, etc.), supprimer le calendrier de travail (2'112 heures de travail par année sans établissement d'un calendrier annuel) et faciliter les licenciements en cas d'accidents ou de maladie. Un accord sur ces points va être difficile à trouver. UNIA axe aujourd'hui son action sur la question de la sous-traitance, car des débats ont lieu lors des sessions parlementaires fédérales.

Comment fonctionne la sous-traitance ?
La majorité de la sous-traitance se fait entre entreprises suisses ou qui ont leur siège en Suisse dans les domaines du ferraillage, du coffrage, de la plâtrerie, de la construction métallique. Mais il y a un phénomène qui risque de se développer, c'est celui d'entreprises d'autres pays de l'UE qui font des offres aux entreprises suisses dans le cadre de la libre circulation, par exemple un petit patron espagnol qui propose ses services. Aujourd'hui, il est difficile de responsabiliser les entreprises qui sous-traitent en cas de dumping car le gros problème se situe au niveau de la loi. C'est pour cette raison que le débat aux Chambres sur la responsabilité solidaire est fondamental.

Quel moyen de contrôle a-t-on pour lutter contre la sous-traitance ?
Le principal contrôle passe par le prix. Si le prix est bas, l'entreprise devra trouver des solutions pour faire des bénéfices et il y a des risques qu'elles ne respectent pas les règles. Il faut donc vérifier que les prix soient corrects. Si la question du prix est réglée, on casse le système et on résout une bonne partie du travail au noir. Sur ce dernier point, il y a aussi des possibilités d'action. On manque de main d'œuvre dans certaines branches, ce qui crée du travail au noir. Une régularisation des sans-papiers par branche casserait cette dynamique. En outre, l'Etat doit également renforcer ses contrôles sur les chantiers et mieux faire respecter la loi (NDLR: voir encadré ci-après). Enfin, l'aspect sur lequel UNIA travaille fortement, c'est la question de la responsabilité solidaire des entreprises, c'est-à-dire faire en sorte que l'entreprise qui sous-traite ait une part de responsabilité et donc de contrôle envers l'entreprise sous-traitée.

Le PS et ses alliés ont formulé des propositions sur cet aspect sans parvenir à obtenir une base légale, quelle est la stratégie des syndicats pour parvenir à une réponse ?
UNIA tente désormais de trouver des accords avec le canton et les communes pour introduire d'une part la question de la responsabilité solidaire lors d'adjudication sur les marchés publics et d'autre part connaître les sous-traitants lors des adjudications afin de signaler au maître de l'ouvrage si l'entreprise en question n'est pas en ordre. On a actuellement des accords avec les communes de Lausanne et de Morges qui vont en partie dans ce sens. On travaille à élargir à d'autres villes. UNIA travaille également à faire en sorte que les pouvoirs publics prennent des mesures plus fermes en cas d'infraction comme des menaces d'exclusion, voire des exclusions des marchés publics.

Renforcer le Contrôle des chantiers

Le groupe socialiste a déposé, par la voix de Rebecca Ruiz, une interpellation demandant au Conseil d'Etat d'analyser et d'intervenir en conséquence sur les moyens mis à disposition du Contrôle des chantiers. Le rapport d'activité 2011 de la commission de surveillance est alarmant. Sur les 994 contrôles réalisés par les inspecteurs vaudois en 2011, 81% ont présenté des infractions. En outre, un quart des ouvriers travaillaient au noir sur les chantiers vaudois contrôlés l'année dernière. Par cette interpellation, le groupe socialiste souhaite renforcer les moyens mis à disposition du Contrôle des chantiers dans le but de lutter contre le travail au noir, contre la sous-enchère salariale et protéger les salarié-e-s et les patrons qui travaillent en respectant la loi.

Fabrice Ghelfi
président de l'OSEO Vaud
Lausanne

20 ANS D'ENGAGEMENT POUR L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE

L'OSEO Vaud s'apprête à célébrer ses 20 ans d'existence. Pourtant, en 1992, nombreux étaient ceux qui espéraient qu'elle disparaisse rapidement puisque le chômage résultant de la crise des années 90's était conjoncturel et les personnes les plus fragilisées auraient dû s'intégrer facilement dans une économie réorganisée après la crise. Malheureusement, cette profession de foi ne s'est pas exaucée et les crises se sont succédées avec des cycles toujours plus courts, transformant chômage conjoncturel en chômage structurel et d'exclusion. En 20 ans, au lieu de disparaître, l'OSEO Vaud s'est au contraire fortement développée. Elle est aujourd'hui l'un des acteurs majeurs de l'insertion socioprofessionnelle du canton. L'OSEO Vaud dirige actuellement sept centres de formation et d'insertion gérant quatre entreprises sociales et dix programmes s'adressant à tout demandeur d'emploi de 15 à 63 ans, qualifié, expérimenté ou non. Elle collabore notamment avec le Service de l'emploi, le Service de prévoyance et d'aide sociales, le Service de protection de la jeunesse et l'Office cantonal de l'assurance-invalidité. 75 collaborateurs encadrent plus de 1100 participants par année. Le taux de reprise d'emploi s'élève à près de 50 %. Dans les mois à venir, l'OSEO Vaud va encore étendre ses prestations notamment à l'attention des familles monoparentales qui se retrouvent toujours plus souvent dans des situations de précarité inacceptables.

Le travail pour plus de justice sociale est encore immense et l'OSEO Vaud entend poursuivre sans relâche son engagement auprès des exclus. Mais elle a besoin de vous ! En devenant membre de l'OSEO Vaud, vous soutenez non seulement son engagement en faveur d'un monde socialement, économiquement et politiquement plus juste mais également l'unique acteur de l'insertion vaudoise ouvertement de gauche.

Pierre Aguet
ancien conseiller national
Vevey

L'OSEO DANS LE CANTON DEPUIS 1992

Militant, je présidais, depuis le 22 avril 1992, un comité vaudois de soutien à l'OSEO suisse : une assemblée générale par année, toutes les sections de l'USV et du PSV invitées. C'était l'occasion de faire savoir le bon travail de l'OSEO, tant en Suisse qu'à l'étranger. Il est insuffisant à notre action politique et syndicale de « seulement » proposer des interventions publiques au profit des laissés-pour-compte. Il faut encore leur tendre la main quand ils souffrent. Or, l'OSEO est une de ces mains secourables qui, de plus, fait partager à ses « protégés» les idéaux de ses parrains, le PSS et l'USS. Municipal des services sociaux de Vevey, je me retrouvais face à une explosion de chômage. Vevey était particulièrement touchée : fermeture de Rinsoz-Ormond et des ACMV (deux fois 800 personnes) et « nettoyage » de la SRE (environ 250 personnes). Nos chômeurs passaient de 101 en 1990 à 892 en 1993 et à 1040 en 1996. Angeline Fankhauser, ma collègue du National, m'expliquait ce que l'OSEO faisait pour aider les chômeurs. Heureux que je leur propose quelque chose de concret, mes collègues des municipalités de Vevey, La Tour-de-Peilz et Montreux m'appuyèrent lorsque je leur priais de venir encadrer nos chômeurs de la Riviera. A fin 1992, Jacques Rey fut désigné par la Centrale comme directeur. Il installa des bureaux à Lausanne et commença une collaboration fructueuse avec les chefs des services sociaux de nos trois communes. Il fallait presque tout inventer même si les expériences zurichoises nous furent précieuses. L'originalité de ces premiers cours reposait sur l'obligation faite à tous de construire une radio. Il fallait inventer un support, un boîtier, maîtriser les soudures et les différents relais et contacts. Cette nouvelle expérience donnait à tous l'ouverture d'esprit nécessaire à une reconversion professionnelle très souvent inévitable. Ils nous disaient tous : « je n'aurais jamais cru y arriver ».

Le Comité de l'OSEO Vaud « nouvelle formule »

A fin 2004, l'OSEO se divisait en dix entités régionales et une internationale. S'est alors qu'un comité vaudois a été créé. Dès le début, il fut naturellement composé majoritairement de camarades. Les pionniers furent Pierre Aguet, Fabrice Ghelfi, Eric Voruz, Michèle Gay Vallotton, Michel Pitton, suivis de Claire Attinger et Jean Christophe Schwaab. En octobre prochain, c'est au tour d'Annick Vuarnoz et de Patricia-Dominique Lachat de venir renforcer le Comité de l'OSEO Vaud.
Comme eux, devenez membres et soutenez l'OSEO Vaud ! www.oseo-vd.ch

Agenda

28 septembre après-midi et 29 septembre matin : Portes ouvertes de l'OSEO Vaud
8 novembre : Célébration officielle du 20e anniversaire de l'OSEO Vaud en présence notamment du Conseiller d'Etat Pierre-Yves Maillard et du Syndic de Vevey Laurent Ballif.
Ces évènements se dérouleront à l'avenue de Corsier 10 à Vevey.

AVENCHES
UNE CITÉ QUI INNOVE

Bien que minoritaire à l'exécutif avenchois, le PS est représenté depuis juillet 2011 par deux municipaux. Cerise sur le gâteau, c'est le camarade Daniel Trolliet qui a été élu syndic, premier socialiste dans cette fonction. Si Daniel a fait l'objet d'articles dans la presse, c'est parce qu'il innove et secoue une cité quelque peu assoupie. Dès son entrée en fonction, il a instauré un séminaire pour la nouvelle municipalité, intitulé «vision 2016» afin de définir les orientations futures. Ce plan a été présenté à la population (3600 âmes, en hausse constante). Il a également entrepris la réorganisation de l'administration communale, créé des cahiers des charges et instauré une vraie politique du personnel. Il a lancé les festivités des 2000 ans d'Avenches qui auront lieu en 2015. Il a réduit son temps de travail à 40% pour s'investir au maximum dans l'intérêt de notre commune, jouant un rôle majeur dans la promotion économique et l'intégration des étrangers (création d'une commission consultative Suisses - Immigrés). Au préalable Daniel avait déjà dirigé les dicastères de la sécurité et celui des bâtiments. Il a empoigné avec fermeté la réorganisation de la police administrative, de faire appliquer les lois et il a entrepris la rénovation de nombreux bâtiments. Elu en juillet 2011, le nouveau municipal Jean-Louis Scherz dirige le dicastère des services extérieurs, transports et tourisme. A ce titre, il a établi un nouveau règlement sur la gestion des déchets et réorganisé la déchèterie. Il est en bonne voie pour établir un transport public local à l'intérieur de la commune, le premier dans la Broye. Il a également mis en place avec le haras national un projet de ramassage des déchets par une remorque électrique hippomobile. Un team socialiste composé de deux camarades efficaces, modernes et courageux, de quoi déranger certains notables en place.

Jean-Louis Scherz

COIN LIBRAIRIE:
FÊTONS LES DIX ANS DE *PAGES DE GAUCHE*!

Il y a dix ans, au mois de mai 2002, paraissait le premier numéro de *Pages de gauche*. Cette longévité représente, pour les membres de la rédaction qui ont rédigé tous ces numéros, ainsi que pour le comité de l'association, une grande fierté.

Pour fêter cet anniversaire, la rédaction a décidé d'éditer un livre, composé d'une sélection des articles du journal et de textes originaux cherchant à retracer le projet qui anime *Pages de gauche* depuis son lancement et à réinscrire celui-ci dans une tradition plus vaste: celle du socialisme démocratique. *Pages de gauche* remercie toutes les lectrices et tous les lecteurs pour leur fidélité, et espère pouvoir poursuivre, avec vous, le travail politique mené mois après mois dans *Pages de gauche* ces dix dernières années.

Prix : 36 fr. (frais de port en sus).
Bulletin de commande à retourner à : Editions de l'Aire – CP 57 – 1800 Vevey
Je commande … exemplaire(s) de : *Pages de gauche*, 2002-2012
Nom : …… Prénom : ……
Rue : …… Localité : ……
Signature : …… Date :……..

Gregory Durand
conseiller communal
Nyon

MOI, MEMBRE DU COMITÉ DIRECTEUR, ... *

Le 2 juin 2012 à Arzier, je n'ai guère hésité à me présenter à l'élection au comité directeur du PSV (ci-après CD). L'incertitude résidait davantage sur le ton à donner à mon introduction. En effet, à peine vingt-quatre heures avant notre congrès, les candidats à ladite élection ont reçu un courriel les appelant à préparer une présentation personnelle d'une minute. Je n'avais pas imaginé que ce délai allait refléter le rythme de travail au CD. La prompte production écrite va vite s'associer à l'urgente lecture d'innombrables dossiers.

Représentant dès lors ma région avec Danielle Pasche et dans un esprit de bilan des 100 jours, je me dois de faire un état sur les promesses énoncées.
Ainsi, dans un encouragement aux transports publics prôné par notre parti, j'ai bel et bien pris, et cela sous le regard attentif de mes camarades morgiens, le train depuis Nyon pour me rendre à Lausanne.
Mes présences au CD, qui, pour rappel, se réunit à une frénétique fréquence d'environ toutes les deux semaines, ont presque toutes été remplies. Or, présence ne signifie pas action. Et action ne dit pas justesse.

Il faut donc, pour remplir les conditions d'une présence efficiente, toute relative quelle qu'elle soit, lire, lire vite et bien. En effet, j'ai rapidement compris que la vision cantonale du parti socialiste touche un grand nombre de sujets fort divers : cela va de la politique de migration au plan directeur cantonal, de la loi sur l'aménagement du territoire à la loi sur la préservation du parc locatif, des révisions de statuts de sections à l'aide aux études et la formation professionnelle … Dès lors, la compréhension de ces sujets complexes nécessite une fine analyse tant avec les membres du CD, de la présidence, de nos Conseillers d'Etat ainsi que du travail des commissions thématiques.

Bref, je suis membre du comité directeur et je ne le regrette pas.

*Toute ressemblance avec un socialiste d'un pays voisin ne serait que fortuite

COUP DE POINT

A Lausanne, les musées déménagent, les trams deviennent métros, les stades changent de place, les municipaux changent de siège. A Lausanne, tout se métamorphose. Même la Métamorphose.

Depuis la rentrée parlementaire, la droite s'essaie à la stratégie d'opposition. Dénonçant les problèmes du système pénitentiaire, les radicaux-libéraux croyaient avoir trouver l'occasion d'attaquer la nouvelle majorité qui a hérité du département de Leuba. Fort heureux de cette prise de conscience, le PS a présenté une résolution pour créer davantage de places dans le secteur pénitentiaire. Se sentant prisonnier du jeu parlementaire, les Daltons de la droite vaudoise ont réussi à voter contre... et à perdre... Bref, s'ils continuent ainsi, les Daltons vont en prendre pour 5 ans, au moins.

Il faudra trois congrès pour signer l'arrêt de mort, ou la renaissance (c'est selon...), du libéralisme radical ou du radicalisme libéral (c'est selon aussi)... car le quorum n'a pas été atteint chez les libéraux pour avaliser cette décision. Incroyable mais vrai, la droite vaudoise réussit encore à rater sa sortie.

La fusion des partis radical et libéral signe la disparition de la Nouvelle revue, journal historique du parti radical vaudois. Le PSV regrette la disparition de la seule chose qui fonctionnait encore dans le radicalisme vaudois : son journal.

TROIS PETITS POINTS

Romain Felli Lausanne

C'est dans la littérature policière qu'il faut aller chercher les meilleures descriptions et analyses de notre monde. Nous, socialistes, avons tendance à nous référer à la social-démocratie scandinave des années 1970. Mais connaissons-nous vraiment ce lieu et cette époque ? Au travers de 10 romans (réédité en français chez Rivages/Noir) le commissaire Martin Beck, de la police nationale suédoise, va être confronté à des séries de crimes – dont il se tire généralement avec brio. Mais ses enquêtes débordent l'univers de la criminalité : elles dissèquent en détail la société suédoise des années 1960 et 1970 et ses contradictions.
Les auteurs, Maj Sjöwall et Per Wahlöö, engagés à gauche, ont produit avec ce cycle un monument de la littérature policière, qu'il vaut la peine de (re)découvrir. Pour les camarades lausannois-e-s en particulier, le moment est idéal.

IMPRESSUM

Responsable de parution: Gaétan Nanchen **Adresse de rédaction:** Chauderon 5, 1003 Lausanne
Contact: 021 312 97 57 gaetan.nanchen@ps-vd.ch **Maquette** : Atelier Gétaz **Abonnement** : 25 francs